

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DE SASSENAGE

RÉUNION DU 25 octobre 2016

L'an deux mille seize, le vingt cinq octobre deux mille seize, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 18 octobre 2016, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Christine DURAND à Mme Gaëlle BUREL - M. Jérôme GIACHINO à M. Jean-Pierre SERRAILLIER - M. Jean-Pierre RAVETTO à M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - Mme Céline MOSCA à M. Jérôme MERLE - M. Michel BARRIONUEVO à Mme Florence PARVY

Absent(s) excusés :

Absent(s) : M. Dominique IZZO

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	26
Nombre de votants	:	32

Le Maire, Président de séance, a constaté que le quorum était atteint : 26 élus sont présents, 6 élus ont donné un pouvoir à un autre conseiller présent, et un élu est absent.

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur M'Hamed BENHAROUGA a été désigné comme secrétaire de séance.

Le compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 08 septembre 2016 a été approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

Monsieur le Maire a informé les membres du conseil municipal des décisions municipales qu'il a pris depuis sa dernière réunion en séance, sur le fondement des délégations de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de la délibération municipale du 15 avril 2014.

Puis, l'exposé des questions à l'ordre du jour a commencé.

no d'affichage 143

1 - DGS - ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DE GRENOBLE-ALPES MÉTROPOLE (PLUi) - DÉBAT SUR LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES (PADD) DU PLUi.

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU la Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU le Décret n° 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Grenoble-Alpes-Métropole » ;

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5217-1 et suivants ;

VU le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.151-5 et L. 153-12 ;

VU la délibération du Conseil métropolitain, en date du 6 novembre 2015, prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Grenoble-Alpes Métropole, définissant les objectifs poursuivis, les modalités de concertation préalable et de collaboration avec les communes membres ;

VU les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) annexées à la présente délibération.

En application de l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme, un débat doit avoir lieu au sein du conseil métropolitain et des conseils municipaux sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L. 151-5 du code de l'urbanisme.

Sont donc présentées, afin d'être débattues, les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Grenoble-Alpes Métropole.

Les orientations générales du PADD sont déclinées en deux parties :

1^{ère} partie : une métropole montagne forte de ses diversités

2^{ème} partie : la qualité de vie, moteur de l'attractivité de la métropole

- Economie & universités – Pour une métropole qui encourage l'innovation et l'emploi
- Transport et déplacements – Pour une métropole apaisée assurant une mobilité efficace et adaptée aux besoins des territoires
- Habitat, politique de la ville & cohésion sociale – Pour une métropole solidaire
- Environnement & cadre de vie – Pour une métropole durable et agréable à vivre

PROPOSE au Conseil Municipal de Sassenage, après en avoir débattu :

DE PRENDRE ACTE de la présentation des orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du plan local d'urbanisme intercommunal de Grenoble-Alpes Métropole (PLUi) et du débat qui s'est tenu le 25 octobre 2016.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après avoir entendu les interventions et échanges entre Messieurs Jean-Pierre SERRAILLIER, Yannick BELLE, Séverin BATFROI, M'Hamed BENHAROUGA, Jérôme MERLE, Daniel D'OLIVIER QUINTAS, Jérôme BOETTI DI CASTANO, et Christian COIGNÉ,

PREND ACTE de la présentation des orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du plan local d'urbanisme intercommunal de Grenoble-Alpes Métropole (PLUi) et du débat qui s'est tenu le 25 octobre 2016.

2 - DGS- ADMINISTRATION GÉNÉRALE - DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AUPRÈS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLLÈGE FLEMING
--

Christian COIGNÉ,

VU l'article R. 421-14 du Code de l'éducation concernant la composition du conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement ;

RAPPELLE que le conseil d'administration d'un collège est l'assemblée qui prend les grandes décisions de la vie du collège et est composé :

- de représentants de l'administration de l'établissement,
- de représentants élus des personnels de l'établissement,
- de représentants élus des parents d'élèves,
- de représentants élus des élèves,
- d'un représentant de la collectivité territoriale de rattachement,
- de trois représentants de la commune siège de l'établissement ou, lorsqu'il existe un groupement de communes, d'un représentant du groupement de communes et deux représentants de la commune siège ;

INDIQUE qu'il est nécessaire, suite aux démissions du titulaire et du suppléant, de procéder à la désignation de nouveaux élus de la commune qui siégeront au conseil d'administration du collège Alexandre Fleming pour représenter la Ville de Sassenage ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DÉSIGNER comme représentants de la commune auprès du conseil d'administration du Collège Fleming :

Titulaire : Daniel D'OLIVIER QUINTAS

Suppléante : Marie-Frédérique DI-RAFFAELE

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR**, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS

- Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA

* SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

3 - DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AUPRÈS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU LYCÉE ROGER DESCHAUX

Christian COIGNÉ,

VU l'article R.421-14 du Code de l'éducation concernant la composition du conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement ;

RAPPELLE que le conseil d'administration d'un lycée est l'assemblée qui prend les grandes décisions de la vie du lycée et est composé :

- de représentants de l'administration de l'établissement,
- de représentants élus des personnels de l'établissement,
- de représentants élus des parents d'élèves,
- de représentants élus des élèves,
- d'un représentant de la collectivité territoriale de rattachement,
- de trois représentants de la commune siège de l'établissement ou, lorsqu'il existe un groupement de communes, d'un représentant du groupement de communes et deux représentants de la commune siège ;

INDIQUE qu'il est nécessaire, suite aux démissions du titulaire et du suppléant, de procéder à la désignation de nouveaux élus de la commune qui siégeront au conseil d'administration du lycée Roger Deschaux pour représenter la Ville de Sassenage ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DÉSIGNER comme représentants de la commune auprès du conseil d'administration du lycée Roger Deschaux :

Titulaire : Daniel D'OLIVIER QUINTAS

Suppléante : Marie-Laure FELICI

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe

VEAU - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS
- Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M.
Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA

* SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel
BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice
HEMARD

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

<p style="text-align: center;">4 - DGS – ADMINISTRATION GÉNÉRALE – RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES CONCERNANT LA GESTION DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION GRENOBLE ALPES MÉTROPOLE DE 2008 À 2013</p>

Christian COIGNÉ,

VU les articles L.243-5 et L. 243-7 du code des juridictions financières ;

CONSIDERANT que le rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes concernant la gestion de la communauté d'agglomération Grenoble Alpes Métropole de 2008 à 2013 a été notifié le 25 avril 2016 au Président de la Métropole ;

CONSIDERANT que ce rapport a été présenté au conseil métropolitain du 1^{er} juillet 2016 ;

CONSIDERANT que ces observations définitives doivent être présentées à la plus proche réunion du conseil municipal et donner lieu à un débat ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Auvergne Rhône-Alpes sur la gestion de la communauté d'agglomération Grenoble-Alpes Métropole au cours des exercices 2008 à 2013.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

<p style="text-align: center;">5 - DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - RAPPORT D'ACTIVITÉ DES POMPES FUNÈBRES INTERCOMMUNALES (PFI) DE LA RÉGION GRENOBLOISE - PÉRIODE D'EXERCICE DU 1ER OCTOBRE 2014 AU 30 SEPTEMBRE 2015</p>

Christian COIGNÉ,

VU les articles L.1524-5 et L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 8 de la loi n° 83-597 du 7 juillet 1983 relative aux sociétés d'économie mixte locales modifié par l'article 5 de la loi n°2002-1 du 2 janvier 2002 ;

CONSIDERANT qu'il convient que le conseil municipal, actionnaire de la SEM PFI, prenne connaissance du rapport d'activité du conseil d'administration de la SEM PFI et des comptes de l'exercice 2014/2015 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport de gestion et des comptes de la SEM PFI pour l'exercice 2014/2015.

Documents consultables au 3^{ème} étage de la mairie.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

6 - DGS – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES –SUPPRESSIONS DE POSTES
--

Jérôme MERLE,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

CONSIDERANT l'avis favorable unanime du Comité Technique en date du 17/10/2016 ;

CONSIDERANT la mobilité interne et externe des personnels ;

INDIQUE la nécessité de supprimer les postes budgétaires vacants suivants :

Catégorie C

- 1 poste à temps complet d'adjoint technique 2^{ème} classe
- 1 poste à temps non complet (17 h 30mn/semaine) d'adjoint technique 2^{ème} classe
- 2 postes à temps complet d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe
- 1 poste à temps non complet (32 h 19 mn/semaine) d'adjoint technique principal 2^{ème} classe
- 1 poste à temps complet d'adjoint d'animation 2^{ème} classe

Catégorie B

- 1 poste à temps complet de technicien
- 1 poste à temps complet de technicien principal 1^{ère} classe
- 1 poste à temps complet d'assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal 2^{ème} classe

Catégorie A

1 poste à temps complet de conseiller des activités physiques et sportives

1 poste à temps complet d'ingénieur

1 poste à temps complet d'attaché principal

2 postes à temps complet de directeur général adjoint

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER les suppressions de postes budgétaires citées ci-dessus.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

7 - DGS – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – TARIF DES INDEMNITÉS DE JURYS D'EXAMEN

Michel VENDRA,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 2121-29 ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

CONSIDERANT la nécessité de rémunérer des personnels participant à titre accessoire à des activités liées au fonctionnement de jurys d'examen pour le compte de la commune.

INDIQUE la nécessité de fixer le barème de rémunération pour ce type d'activité (jury d'examen de l'école de musique).

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER à compter du 1^{er} juin 2016, le tarif de l'indemnité de jury d'examen sur la base horaire de 21.96 € brut.

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

8 - DGS – THÉÂTRE EN ROND - MODIFICATION DES CRITÈRES DE MISE À DISPOSITION ET MISE EN PLACE D'UN TARIF DE LOCATION À LA DEMI-JOURNÉE
--

Michel VENDRA,

VU l'article L. 2144-3 alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales précisant que la fixation du montant de la contribution financière due par l'administré pour l'utilisation d'un local communal relève du conseil municipal ;

VU la délibération n°28 du 18 décembre 2014 du Conseil Municipal, approuvant la modification des critères de mise à disposition du Théâtre en Rond pour les associations sassenageoises et la mise en place d'une tarification adaptée ;

CONSIDERANT la demande des associations culturelles sassenageoises de bénéficier d'un nouveau tarif, à la demi-journée, d'utilisation du Théâtre en Rond ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'INSTAURER un nouveau tarif de location du Théâtre en Rond à la demi-journée, soit 4h d'utilisation, égal à 130 € TTC, pour les associations culturelles sassenageoises, au delà des jours de gratuité dont elles bénéficient.

Cette disposition sera applicable dès cette saison 2016/2017.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

9 - DAE – PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX – TERRITOIRES 38 - RAPPORT D'ACTIVITÉ DE L'EXERCICE 2015
--

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU le code général des collectivités territoriales; et notamment l'article L.1524-5 alinéa 7 qui précise que les organes délibérants des collectivités locales détenant des actions de sociétés d'économie mixte locales doivent se prononcer une fois par an sur le rapport qui leur est soumis par leur représentant au conseil d'administration de la société ;

CONSIDERANT qu'il convient que le conseil municipal, actionnaire de Territoires 38, prenne connaissance du rapport d'activité et des comptes de l'exercice 2015, qui ont été adoptés par l'assemblée générale ordinaire en date du 21 juin 2016 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport d'activité de TERRITOIRES 38 et de ses résultats financiers de l'exercice 2015, adoptés par l'assemblée générale ordinaire en date du 21 juin 2016

Documents consultables au service vie de l'assemblée

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

<p align="center">10 - DAE – PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX – RAPPORT D'ACTIVITÉS EXERCICE 2015 ISÈRE AMÉNAGEMENT</p>
--

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L.1524-5 du général des collectivités territoriales qui précise que les organes délibérants des collectivités locales détenant des actions de sociétés d'économie mixte locales doivent se prononcer une fois par an sur le rapport qui leur est soumis par leur représentant au conseil d'administration de la société ;

CONSIDERANT qu'il convient que le conseil municipal, actionnaire d'Isère Aménagement , prenne connaissance du rapport d'activité et des comptes pour l'exercice 2015 du conseil d'administration de la SPL qui ont été adoptés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires en date du 21 juin 2016 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport d'activité d'ISERE AMENAGEMENT et de ses résultats financiers pour l'exercice 2015 approuvés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires en date du 21 juin 2016.

Documents consultables au service vie de l'assemblée

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

11 - DAE – PÔLE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ – DÉNOMINATION D'UNE VOIE PRIVÉE : « IMPASSE DES PHACÉLIES ».

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU l'article L. 141-1 du code de la voirie routière ;

VU l'ensemble des articles L. 2212-1 et 2, et l'article L. 2213-1 du code général des collectivités territoriales ;

VU la circulaire n° 6 du 3 janvier 1962 portant sur les conditions de dénomination des rues et places publiques

VU l'article 5 du décret n°94 1112 du 19 décembre 1994 relatif à la communication au centre des impôts foncier ou au bureau du cadastre de la liste alphabétique des voies de la commune et du numérotage des immeubles;

CONSIDERANT l'opération immobilière en cours de réalisation sur un tènement foncier situé en bordure du chemin du Drac et dénommée « les Phacélies »;

CONSIDERANT la nécessité d'établir un adressage cohérent des 5 habitations qui seront construites à terme, il convient de dénommer la voie privée qui les desservira;

PRECISE que la Commune a opté, sur la base de propositions formulées par la propriétaire des lots concernés, pour l'appellation de ladite voie : « Impasse des Phacélies » ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER la dénomination la voie décrite précédemment : « Impasse des Phacélies ».

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

12 - DAE – PÔLE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ - TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX AÉRIENS SUR UNE PARTIE DU CHEMIN DE LA ROLLANDIÈRE ET DE LA RIVE DROITE DU FURON – CONVENTION DE SERVITUDE(S) ENTRE LE SYNDICAT DES ENERGIES DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE (S.E.D.I) ET LA COMMUNE DE SASSENAGE – PARCELLE BD 384 SISE 15 BIS, AVENUE DE VALENCE.

Amédée MATRAIRE,

VU le Code général des collectivités territoriales en son article L. 2122-21 1^{er} alinéa,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le projet de convention de servitude(s) établi et remis par le Syndicat des Energies de l'Isère,

INDIQUE que, dans le cadre du projet de reprise de l'alimentation en électricité basse tension souterraine de l'immeuble situé au 15 bis avenue de Valence, (logements attenants au groupe scolaire Vercors), il a été procédé à la mise en place d'un câble électrique accompagné d'un coffret sur une partie de l'ancienne parcelle BD 88.

RAPPELLE que ce projet a fait l'objet d'un vote en conseil municipal, lors de sa séance du 16 juin 2016, pour autoriser le Syndicat des Energies du Département de l'Isère (S.E.D.I) à faire procéder à ces travaux et d'habiliter Monsieur le Maire à signer une convention destinée notamment à reconnaître le droit pour le S.E.D.I d'établir à demeure, dans une bande de 0.50m de large et sur une longueur totale d'environ 43m, 1 canalisation souterraine accompagnée de ses accessoires.

RAPPELLE que parallèlement à ce projet la Commune de Sassenage a procédé à la vente, à la société ACTIS OPH de la région Grenobloise, d'une partie du terrain cadastré BD 88 sur lequel sont édifiés les logements attenants au groupe scolaire Vercors. Il en résulte qu'une partie des ouvrages électriques précités ont été effectivement réalisés sur la parcelle BD 384, propriété de la Commune de Sassenage et issue de la division de la parcelle BD 88.

PROPOSE donc au conseil municipal d'habiliter Monsieur le Maire à signer une convention destinée notamment à reconnaître le droit pour le S.E.D.I d'établir à demeure, sur la parcelle BD 384, dans une bande de 0.50m de large et sur une longueur totale d'environ 10m, 1 canalisation souterraine accompagnée de ses accessoires dont 1 coffret électrique de dimensions approximatives : 0.54mx0.20mx0.93m de hauteur.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

<p align="center">13 - DAE – PÔLE DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AU PROFIT DE « UN TOIT POUR TOUS DEVELOPPEMENT » POUR LA RÉALISATION DE LOGEMENTS SOCIAUX</p>
--

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU la loi Solidarité et Renouvellement urbain en date du 13 décembre 2000 ;

VU la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové en date du 24 mars 2014 ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2121-29 ;

VU le code de l'urbanisme, et notamment l'article L.210-1 du code de l'urbanisme ;

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles L.302.8, L.302-9-1 et L.302-7 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014 212-022 en date du 31 juillet 2014, prononçant la carence de la commune de Sassenage en regard des objectifs qui lui avaient été assignés en matière de réalisation de logements locatifs sociaux pour la période triennale 2011-2013 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014 309-0013 du 5 novembre 2014 instituant un droit de préemption urbain renforcé sur la commune de Sassenage ;

VU le plan local de l'habitat approuvé par délibération de Grenoble Alpes Métropole en date du 3 décembre 2010, et modifié par délibération en date du 3 juillet 2015 ;

CONSIDERANT que la commune de sassenage fait l'objet d'un constat de carence depuis un arrêté préfectoral en date du 31 juillet 2014 au motif qu'elle n'a pas atteint son objectif en matière de production de logements locatifs sociaux sur la période triennale 2011-2013 ;

CONSIDERANT que dans ce cadre, l'exercice du droit de préemption est exercé par le représentant de l'Etat dans le Département en application de l'article L.210-1 du code de l'urbanisme ;

CONSIDERANT que l'Etat a délégué, par arrêtés préfectoraux en date du 15 octobre 2015 et du 11 mai 2015, l'exercice du droit de préemption à « Un Toit Pour Tous Développement » pour l'acquisition d'un appartement sis 4 rue des Pies, parcelles cadastrées section BB n°78 et BB n°79, et d'un appartement sis 1 avenue de Romans, parcelles cadastrées BB n°69 et BB n°70 ;

CONSIDERANT que ces opérations consistent à l'acquisition-amélioration de logements très sociaux (PLAI) ;

CONSIDERANT que ces acquisitions participent à la réalisation des objectifs fixés dans le programme local de l'habitat, et en cohérence avec les objectifs déterminés en application de l'article L.302-8 du code de la construction et de l'habitation ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L.302-9-1 du code de la construction et de l'habitation, le Préfet de l'Isère a conclu deux conventions, en date du 15 octobre 2015 et du 26 mai 2015, avec Un Toit Pour Tous Développement, et précisant les modalités de réalisation des deux opérations de logements sociaux sis au 4 rue des Pies et au 1 avenue de Romans ;

CONSIDERANT qu'à ce titre, la commune contribue au financement de chacune des opérations pour un montant au moins égal à la subvention foncière versée par l'Etat dans le cadre de la convention, sans que cette contribution puisse excéder la limite de 5000 € par logement ;

CONSIDERANT qu'il convient ainsi de verser à « Un Toit Pour Tous Développement » une subvention à hauteur de 5000 € par logement ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER l'attribution et le versement d'une subvention au profit de « Un Toit Pour Tous Développement » à hauteur de 5000 € par logement pour les biens situés au 4 rue des Pies, et au 1 avenue de Romans, soit un montant total de 10 000 €,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

DIT que les crédits sont inscrits au budget primitif 2016

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

**14 - DAE – PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE-
DÉFINITION DES OBJECTIFS ET DES MODALITÉS DE CONCERTATION AUTOUR DU
PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN « GLD »- AVENUE DE LA FALAISE À
SASSENAGE.**

Christian COIGNÉ,

VU la loi Engagement National pour le Logement du 13 juillet 2006 ;

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment l'article L.302-5 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L103-2 et suivants ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sassenage approuvé le 12 juillet 2005 et modifié le 27 septembre 2009, le 25 février 2010, le 15 décembre 2011 et le 26 septembre 2013 ;

VU le projet de renouvellement urbain portant sur le site Grenoble Logistique Distribution (GLD) à Sassenage ;

INFORME que le projet soumis à la concertation préalable concerne le site GLD, entreprise de logistique, localisée sur le territoire de la commune de Sassenage, et constitué d'un tènement foncier d'un seul tenant d'environ 56 000 m², parcelles cadastrées section BC n°32 (50712 m²), BC °38 (44 21 m²) et BC n°39 (842 m²), sis au 15 et 19 avenue de la Falaise ;

INFORME que la société Gilles TRIGNAT Résidences a présenté à la commune de Sassenage un projet d'aménagement privé consistant à requalifier le site existant en vue d'y réaliser un programme d'habitat d'environ 400 logements comportant 30 % de logements locatifs sociaux, et ce dans la continuité de l'objectif poursuivi d'extension progressive du bourg sur la partie nord de la zone d'activités de la falaise ;

CONSIDERANT que cette opération contribue notamment à la réalisation des objectifs de production de logements locatifs sociaux sur la commune de Sassenage, et qu'elle sera inscrite au Contrat de Mixité Sociale à intervenir prochainement entre l'Etat, Grenoble-Alpes Métropole, l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné (EPFLD) et la commune ;

CONSIDERANT qu'au vu de l'intérêt général que présente ce projet pour la ville de Sassenage, au regard notamment de la production de logements sociaux et du développement de la commune, il a été décidé de lancer une concertation sur celui-ci, et de solliciter Grenoble-Alpes Métropole afin d'engager une procédure de modification de son Plan Local d'Urbanisme ;

PRECISE que la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové a complété l'article L.103-2 du code de l'urbanisme en précisant que les projets de

renouvellement urbain doivent faire l'objet d'une concertation préalable associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées ;

PRECISE que selon les termes de l'article L.103-2 et suivants du code de l'urbanisme, les objectifs poursuivis et les modalités de concertation peuvent être précisées par l'organe délibérant de la collectivité ;

CONSIDERANT que les objectifs poursuivis par le projet de renouvellement urbain sur le site GLD sont les suivants :

1. Contribuer à la réalisation d'une opération de mixité sociale en proposant la réalisation d'un programme comportant 30 % de logements locatifs sociaux. Cette programmation permet de répondre aux objectifs de production de logements sociaux assignés à la commune, et fixés notamment par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain en date du 13 décembre 2000 et la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) en date du 24 mars 2014 imposant la réalisation de 25 % de logements sociaux à l'horizon 2025 ;
2. Créer une mixité des modes d'habitat (habitat collectif et habitat intermédiaire) qui favorise une image urbaine, et une architecture diversifiée sur un ensemble d'environ 400 logements ;
3. Conforter le dynamisme du centre Bourg élargi de Sassenage, et notamment les commerces de proximité, les activités de services et de loisirs en développant une offre résidentielle à proximité ;
4. Créer une liaison douce « mail piéton-cycles » traversante qui irrigue le projet en direction du bourg de Sassenage ;
5. Affirmer une identité résidentielle à ce secteur dans la continuité de l'extension déjà réalisée au cours des dernières années, et contribuer à favoriser la qualité de vie des résidents de la zone en réduisant notamment la présence d'activités économiques nuisantes ;
6. Réaliser un projet qui favorise la qualité des usages et des fonctions par la création d'espaces libres, d'un parc central, d'un mail piétons-cycles, et qui redonne une place importante aux espaces verts dans un site aujourd'hui minéralisé ;

La concertation préalable prévue par l'article L.103-2 du code de l'urbanisme permettra d'associer les habitants, les associations locales et autres personnes concernées à ce projet et à la mise en œuvre de ses grands objectifs. Le bilan de la concertation sera joint au dossier d'enquête publique portant sur la modification n°4 du PLU de la commune de Sassenage.

CONSIDERANT qu'au regard de ces objectifs, les modalités de la concertation préalable sont définies ci-dessous et seront mises en œuvre pendant la durée d'élaboration du projet :

- Information du public :
 - La mise à disposition pendant un mois des objectifs et caractéristiques du projet sur le site internet de la Ville de Sassenage ;

L'information sur les modalités de la concertation préalable sera réalisée via une publication sur le site internet de la Ville de Sassenage, dans le journal municipal de Sassenage ainsi que par une insertion dans un journal à diffusion départementale.

- Expression :
 - La mise à disposition d'un dossier présentant les objectifs et caractéristiques du projet de requalification du site GLD au Centre Technique Municipal de Sassenage, pendant une durée d'un mois, et accompagné d'un registre papier pour recueillir les observations,
 - La possibilité pour le public de faire part de ses observations et propositions par courrier adressé à Monsieur le Maire (Mairie de sassenage – place de la Libération

- 38360 Sassenage) en précisant en objet « Concertation préalable- Projet GLD à Sassenage»,
- La mise à disposition d'une adresse mail pour recueillir les observations.
 - Débat et échange :
 - Une réunion publique en mairie de Sassenage, le 16 novembre 2016 à 19h00 en salle H. GROLL.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER les objectifs poursuivis par le projet de renouvellement urbain du site GLD tels que définis ci-dessus ;

DE DECIDER d'engager la concertation préalable à ce projet conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du code de l'urbanisme et selon les modalités définies ci-dessus ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à procéder à toute formalité à intervenir dans le cadre de la procédure de concertation préalable.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.
SASSENAGE, le 27 octobre 2016

Le Maire

Christian COIGNÉ.



Affichage le : 27 octobre 2016

n° d'affichage = 143

